

CONVENTION DE FORMATION PAR APPRENTISSAGE

Contrat hors convention Régionale

Entre les soussignés :

1. _____ sis _____ *Siret* _____ *UAI* _____ organisme de
formation, enregistré sous le numéro de déclaration d'activité _____
de région _____ représenté par _____ auprès du préfet
2. L'entreprise _____ *Siret* _____ *IDCC* _____
représenté par _____ relevant de l'opérateur de compétences
- Est conclue la convention suivante, en application des dispositions des Livres II et III de la sixième partie du Code du travail.

Article 1^{er} : Objet de la convention

Le CFA _____ organise une action de formation par apprentissage au sens de l'article L. 6313-6 du Code du travail.

Intitulé et objectif de l'action : Préparer à l'obtention du Titre Professionnel _____ RNCP

Contenu de l'action :

- Durée de l'action de formation : _____ au _____ soit _____ heures réparti selon le planning fourni en annexe
- Lieu principal de la formation :
- Périodes de réalisation en entreprise et en CFA : Selon le planning fourni en annexe

Article 2 : Modalités de déroulement, de suivi et d'obtention du diplôme ou du titre

Modalités de déroulement : en présentiel _____ heures, à distance pour _____ heures

Moyens prévus : Intervenants qualifiés dans leurs domaines d'intervention. Supports techniques (salles spécialisées, ateliers, halle technologique, centre de ressources, ...)

Modalités de suivi : Plateforme de formation digitalisée, rencontres avec Maîtres d'apprentissage, bilans semestriels, Contrat individuel de formation, Outils d'alternance (carnet de liaison, livret de suivi en entreprise, ...), Accompagnement social (Cellule Insertion Médiation Écoute), Référent handicap, Référent mobilité internationale.

Modalités d'obtention du diplôme ou du titre : Les compétences des candidats sont évaluées par un jury au vu : D'une mise en situation professionnelle ou d'une présentation d'un projet réalisé en amont de la session, éventuellement complétée par d'autres modalités d'évaluation : entretien technique, questionnaire professionnel, questionnement à partir de production(s), d'un dossier faisant état des pratiques professionnelles du candidat, des résultats des évaluations passées en cours de formation pour les candidats issus d'un parcours de formation

Article 3 : Bénéficiaire de l'action de formation en apprentissage

du _____ au _____

Article 4 : Dispositions financières

	Montant de la prestation Net de taxe ¹	Montant du niveau de prise en charge - OPCO ²	Reste à charge éventuel de l'entreprise Net de taxe
1 ^{re} année exécution contrat	€	€	0 €
2 ^e année exécution contrat	€	€	€
3 ^e année exécution contrat	€	€	€

¹ Article 261 4, 4° du Code général des impôts

² Il s'agit du niveau de prise en charge défini par la branche dont relève l'entreprise. Il est versé par l'opérateur de compétences (OPCO) concerné. Si l'apprenti est en situation de handicap, possibilité de majoration

Article 5 : Frais annexes - pendant le temps en CFA uniquement

Lorsqu'ils sont financés par les CFA, l'OPCO prend en charge une partie de ces frais.

Frais hébergement : ~~Oui~~ – Non

Nombre de nuitées annuelles approximatives

A titre indicatif : le montant pris en charge par OPCO par nuitée est de 0 €

Frais restauration : ~~Oui~~ – Non

Nombre de repas annuels approximatifs :

A titre indicatif : montant pris en charge par OPCO par repas est de 0 €

Premier équipement pédagogique : Oui – ~~Non~~

A titre indicatif le forfait pris en charge par l'OPCO est de 500 € par stagiaire

Frais liés à la mobilité internationale : ~~Oui~~ – Non (Informations à destination de l'OPCO de l'entreprise)

Article 6 : Modalités de règlement

Sans objet

Article 7 : Clause suspensive :

L'exécution de la présente convention est soumise à l'enregistrement du contrat par la chambre consulaire ou la Direccte (L 6224-1 du Code du travail).

Le contrat d'apprentissage enregistré sera transmis par le CFA à l'OPCO dont relève l'entreprise, pour prise en charge financière.

Article 8 : Différends éventuels

Si une contestation ou un différend ne peuvent être réglés à l'amiable, le Tribunal de Paris (75) sera seul compétent pour régler le litige.

Fait en double exemplaire, à

le

Pour l'entreprise

Nom et qualité du signataire

Cachet de l'entreprise cliente

Pour l'organisme

Nom et qualité du signataire

Cachet du CFA